



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône Alpes
Unité interdépartementale Drôme-Ardèche**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° 20241223-DEC-DAEN1247 DU - 6 FEV. 2025
PORTANT MISE EN DEMEURE DE LA SOCIÉTÉ LABORATOIRE OXENA, DONT LE SIÈGE
SOCIAL EST SITUÉ À 128 AVENUE CHÂTEAU FLEURY À ROMANS-SUR-ISERE (26100)
DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITÉS DE
STOCKAGE/CONDITIONNEMENT D'EAU DE JAVEL EXPLOITÉES ZI DE LA MOTTE, RUE
MARC SEGUIN À PORTES-LES-VALENCE (26800).

Le préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant M Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant M. Cyril MOREAU, secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 25 février 2022 à la société LABORATOIRE OXENA sur le territoire de la commune de PORTES-LES-VALENCE (26 800), ZI de la Motte, Rue Marc Seguin concernant notamment les rubriques 4510 et 4741 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'article 8.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé qui dispose :
«L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un évènement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, d'accident, de pertes d'utilité ou de tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne. » ;

VU l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé qui dispose :

« Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur. » ;

VU l'article 8.12.2 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé qui dispose :

« [...] II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.[...] »

VU l'article 8.15.4 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé qui dispose :

« À partir des éléments fournis par les études de dangers, un plan d'opération interne (POI) est établi suivant la réglementation en vigueur. L'annexe V de l'arrêté du 26/05/2014 susvisé précise son contenu.

Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. L'exploitant met en œuvre dès que nécessaire les dispositions prévues dans le cadre du POI établi en application de l'article R. 515-100 du code de l'environnement.

Le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. »

VU l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé qui dispose :

« Données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne, ou dans sa mise à jour postérieure au 31 décembre 2021 :

a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;

- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- h) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;
- i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients forts sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.
- j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté. »

VU l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé qui dispose :

« Les fûts, réservoirs et autre emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés. »

VU l'article 4.7.2 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé qui dispose :

« [...] Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment sur les voiries, les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont dirigées en permanence vers un bassin de confinement d'une capacité minimale de 2 000 m³. Cette capacité doit être disponible en permanence.

Ces eaux ne peuvent être envoyées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité.[...] Une procédure encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin est établie.[...]

VU l'article 8.12.7 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé qui dispose :

« Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement : pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout autre dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. »

VU l'article 8.12.1 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé qui dispose :

« Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation.

Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les vérifications sont effectuées au moins annuellement. »

VU l'article 4.10.1 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé qui dispose :

« [...] Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés. »

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 14 janvier 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 10/12/2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

NC1_2023 : L'exploitant a présenté un état des stocks du jour sans plan général des stockages et non conforme.

CONSIDÉRANT que la demande de mise en conformité de l'état des stocks est demandée depuis l'inspection du 28/03/2023 et également lors des inspections du 09/10/2023 et du 03/10/2024 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 10/12/2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

NC3_2024 bis : les produits finis contenant de l'eau de Javel présents dans le bâtiment Nord ne sont pas stockés sur une rétention étanche. L'exploitant n'a pas construit ce bâtiment sur rétention tel que cela avait été prévu dans le dossier de demande d'autorisation du 02/03/2021 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 10/12/2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

NC2_2023 / NC3_2023 / NC6_2023 / NC7_2023 / NC8_2023 : La dernière version du Plan d'Opération Interne (POI) n'est toujours pas complète et conforme, notamment concernant les dispositions prévues pour réaliser les premiers prélèvements environnementaux, la description complète des mesures à prendre pour maîtriser les situations ou les événements et pour en limiter les conséquences pour chaque situation ou événement prévisible, les plans mis à jour

CONSIDÉRANT que la demande de mise en conformité du POI est demandée depuis l'inspection du 28/03/2023 et également lors des inspections du 09/10/2023 et du 03/10/2024 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 10/12/2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

NC2_2023bis : Les contenants des produits chimiques présents dans la zone Nord-Ouest extérieure ne comportent pas les noms des produits, ni les mentions de dangers et ni les conseils de prudence ;

CONSIDÉRANT que la demande d'étiquetage conforme est demandée depuis l'inspection du 09/10/2023 et également lors de l'inspection du 03/10/2024 ;

CONSIDÉRANT les antécédents de déchets historiques sur ce site et les difficultés d'identification de ces déchets ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 10/12/2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

NC2_2024 : l'exploitant n'a pas établi de procédure ou de consigne de vidange du bassin de rétention Sud.

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 03/10/2024, l'inspection a constaté que les paramètres contrôlés lors des dernières vidanges déclarées du bassin Sud, les paramètres contrôlés étaient insuffisants (manque 9 paramètres) et l'absence de procédure encadrant le rejet des eaux du bassin Sud ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 10/12/2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

NC4_2024 : La zone de quais existants n'est pas étanche alors que les quais existants sont utilisés quotidiennement pour le chargement des produits finis contenant de l'eau de Javel ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 03/10/2024, l'inspection avait déjà constaté cette situation ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 10/12/2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

NC5_2024 : l'exploitant n'a pas justifié de l'étanchéité du bassin de rétention Sud et qu'il ne dispose pas d'une procédure d'entretien et de surveillance du bassin

CONSIDÉRANT que ces manquements ont déjà été constatés lors de la visite du 03/10/2024 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 10/12/2024, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

NC1_2024bis : Les têtes des piézomètres et du puits ne sont pas nivelées en mètre NGF et que cela ne permet pas de vérifier de manière fiable le sens d'écoulement de la nappe au droit du site

CONSIDÉRANT qu'une pollution chlorée et bromée a été détectée au niveau du puits P1 et du piézomètre Pz1 depuis septembre 2024 sans que l'inspection en ait été informée avant la visite du 10/12/2024 ;

CONSIDÉRANT que pour pouvoir définir la provenance de la pollution, le sens d'écoulement de la nappe doit être contrôlé à chaque campagne, ce qui ne peut être fait de manière fiable en l'absence de cotation en mètres NGF ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 8.2.2.1, 1.2, 8.15.4, 6.1.2, 4.7.2, 8.12.2, 8.12.1 et 4.10.1 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé et à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence d'état des stocks à jour et conforme, l'absence d'un POI conforme et opérationnel, l'absence d'étiquetage conforme des produits chimiques est susceptible d'entraver la bonne gestion d'un évènement accidentel ;

CONSIDÉRANT que l'absence de procédure encadrant la gestion des rejets d'eaux issues du bassin de rétention Sud est susceptible de générer l'infiltration d'eaux polluées dans les sols ;

CONSIDÉRANT que l'absence de rétention étanche pour les stockages de produits dangereux et leurs zones de manipulation est susceptible d'engendrer une pollution des sols et des eaux souterraines en cas d'épandage ;

CONSIDÉRANT que l'absence de vérification de l'étanchéité du bassin principal Sud permettant normalement la mise en rétention du site peut être source d'une pollution des eaux souterraines ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société LABORATOIRE OXENA de respecter les prescriptions des articles 8.2.2.1, 1.2, 8.15.4, 6.1.2, 4.7.2, 8.12.2, 8.12.1 et 4.10.1 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé et celles de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26/05/2014 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1 :

La société LABORATOIRE OXENA (n° SIRET : 800 291 437 00021) exploitant des installations classées sur le territoire de la commune de PORTES-LES-VALENCE (26 800), ZI de la Motte, Rue Marc Seguin, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé sous 2 mois à compter de la notification de la mise en demeure en disposant d'un état des stocks tenu à jour et conforme.

Article 2 :

La société LABORATOIRE OXENA est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 1.2 et 8.12.2 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé sous 2 mois à compter de la notification de la mise en demeure en disposant de stockages de produits finis sous rétention étanche et correctement dimensionnée dans le bâtiment Nord.

Article 3 :

La société LABORATOIRE OXENA est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.15.4 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé et de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 susvisé sous 2 mois à compter de la notification de la mise en demeure en disposant d'un plan d'opération interne complet et conforme.

Article 4 :

La société LABORATOIRE OXENA est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé sous 1 mois à compter de la notification de la mise en demeure en faisant porter en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges sur les fûts, réservoirs et autre emballages, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP.

Article 5 :

La société LABORATOIRE OXENA est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.7.2 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé sous 1 mois à compter de la notification de la mise en demeure en disposant d'une procédure conforme encadrant le renvoi au milieu récepteur des eaux issues du bassin Sud du site et en appliquant ladite procédure.

Article 6 :

La société LABORATOIRE OXENA est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.12.7 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé sous 1 mois à compter de la notification de la mise en demeure en disposant de quais de chargement/déchargement des camions étanches et équipés de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Article 7 :

La société LABORATOIRE OXENA est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.12.1 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé sous 1 mois à compter de la notification de la mise en demeure en disposant d'une procédure de vérification de l'étanchéité du bassin de rétention Sud et en justifiant de l'étanchéité de ce bassin.

Article 8 :

La société LABORATOIRE OXENA est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.10.1 de l'arrêté préfectoral du 25/02/2022 susvisé sous 3 mois à compter de la notification de la mise en demeure en disposant de têtes d'ouvrage de surveillance piézométrique nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne.

Article 9 :

En cas de non-respect des obligations prévues aux articles 1 à 8 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions pourront être arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 10 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La requête peut être déposée ou envoyée au greffe du tribunal administratif de GRENOBLE, ou adressée par voie électronique au moyen du téléservice accessible par Internet à l'adresse : www.telerecours.fr.

Cet arrêté peut également faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de GRENOBLE.

Article 11 :

Le présent arrêté est notifié à la société LABORATOIRE OXENA. Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de PORTES-LES-VALENCE et tenue à la disposition du public. Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Drôme (www.drôme.gouv.fr) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 12 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Drôme, la maire de la commune de PORTES-LES-VALENCE et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes chargé de l'inspection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à Valence, le **- 6 FEV. 2025**

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

